

**RENFORCEMENT DES VIGIES AU NIVEAU NATIONAL****Nouri sollicite l'aide du ministre de l'Intérieur**

**Le ministre de l'Agriculture a annoncé, hier, la préparation d'un plan national pour la préservation du couvert végétal et des forêts. Une commission nationale pour la protection des forêts a été aussi installée pour arriver à cet objectif. Abdelwahab Nouri a fait, par ailleurs, appel au ministre de l'Intérieur pour renforcer les postes de vigies au niveau national.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Le ministre de l'Agriculture a déclaré, hier, avoir fait appel au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, du fait que le nombre de 400 vigies sur le territoire national reste insuffisant pour ce qui est de la lutte contre les incendies de forêt.

«Il faut renforcer ces équipes sur les lieux d'intervention pour plus d'efficacité», a souligné Abdelwahab Nouri.

Rappelant la menace permanente sur les forêts en raison notamment des ravages faits par les feux de forêt, le ministre de l'Agriculture a déclaré, hier, qu'il était urgent d'éviter ces grandes pertes du couvert végétal.

Selon le ministre, les mesures sont nombreuses et le citoyen doit être informé et sensibilisé sur ces questions.

La Protection civile participera aussi aux actions de protection comme l'a déclaré son directeur général Mustapha Lahbiri. S'agissant de l'acquisition d'hélicoptères dans le cadre de la lutte

contre les incendies de forêt, ce dernier dira que le matériel vient d'être acquis et nécessite une maîtrise. «Les hélicoptères ne vont pas tout régler, il est nécessaire de sensibiliser la population pour la préservation des forêts», a déclaré le directeur général de la Protection civile. Pour sa part, le ministre de l'Agriculture s'adressant, hier, aux directeurs des forêts a recommandé de ne pas attendre que le feu de forêt se déclare pour agir. Ainsi, le patrimoine forestier, comme cela est le cas pour les pays méditerranéens est exposé au fléau des feux de forêt.

Ainsi et selon le ministre, au cours de la dernière décennie, près de 2 000 foyers d'incendies ont parcouru une superficie de près de 25 000 hectares an.

Ainsi, la commission créée, hier, sera appelée à examiner et adopter le dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêt.

**F.-Z. B.**



Photo : DR

**Nouri veut sensibiliser les citoyens pour éviter les pertes du couvert végétal.**

**GUERRE DE LIBÉRATION****NATIONALE****L'importance de la formation militaire soulignée**

Assurée dans des pays «amis», la formation des troupes militaires durant la guerre de Libération nationale a contribué selon des moudjahidine, à l'encadrement des unités de l'ALN. Pour le moudjahid Mohamed-Taher Bouzghoub, la guerre de Libération nationale n'était pas au départ une guerre classique mais une guérilla. Seulement, «en moins de trois ans, notre Révolution s'est transformée en une organisation politique dont le but était l'indépendance de l'Algérie», a-t-il souligné hier, au forum d'El Moudjahid à Alger. Issu de la première promotion d'aviateurs algériens durant la Révolution, Bouzghoub évoque ainsi la formation militaire durant la guerre. Une mission, confiée à l'époque au ministre de la Défense, Krim Belkacem.

«Le premier pays à avoir accepté de nous accueillir pour une formation était la Syrie en 1957. Ce pays ami était aussi le premier à avoir ouvert la faculté de l'aviation pour la formation des Algériens», précise-t-il. Une initiative, suivie par la suite, par l'adhésion d'autres pays : l'Egypte, la Chine, l'Irak, l'URSS et la Tchécoslovaquie. Ainsi, «144 soldats ont été formés durant la guerre de Libération nationale à l'étranger», dit-il. Une formation encouragée d'ailleurs par le Colonel Amirouche. «Les troupes formées représentaient pour le colonel Amirouche le noyau de l'ALN et de la Révolution», ajoute l'intervenant. Il rappelle, par ailleurs, la prédisposition de l'ALN à utiliser l'aviation en 1961. «Seulement, cette décision a coïncidé avec une avancée des négociations avec la France», a-t-il dit. De son côté, le général Hocine Benmaâlem assure que la formation militaire et civile des militants figurait parmi les missions principales de la direction de la Révolution. «La formation politique a touché toutes les spécialités : l'artillerie, la marine, l'aviation et il y a eu même une promotion de police», a-t-il indiqué. Selon lui, toutes ces promotions ont participé à l'encadrement des unités de l'ALN du côté des frontières est et ouest du pays. Il affirme que la Révolution a formé de nombreux cadres militaires et universitaires. D'ailleurs, poursuit-il, «à l'Indépendance, l'aviation de l'Algérie était plus forte que celle de la Tunisie et celle du Maroc, toutes deux réunies». Et à son collègue le colonel Chaïchi Baghdadi de renchérir : «La formation militaire était décidée lors du Congrès de la Soummam, dont le but était de former des unités de combat, organisées.»

**Rym Nasri**

**ENTENDU AU SÉMINAIRE SUR LES MATÉRIAUX, PROCÉDÉS ET ENVIRONNEMENT À BOUMERDÈS :****«C'est un pays producteur qui fait appel à l'innovation et qui crée de la valeur ajoutée»**

**Est-ce que c'est l'industrie qui va vers l'université ou tout juste c'est le contraire qui devra se passer ? Cette équation ne date pas d'hier et elle est, malheureusement, toujours, d'actualité. Comment va le couple université-industrie ? C'est la question que nous avons adressée à des chercheurs qui participaient au 5<sup>e</sup> séminaire national sur les matériaux, procédés et environnement (5<sup>e</sup> SNMPE2014) organisé par l'Université M'hamed-Bougara de Boumerdès (UMBB).**

Leur constat est globalement négatif. Mais commençons par l'avis, quelque peu optimiste, du professeur Bachir Chemani, chercheur à l'UMBB. «Les relations entre l'université et le secteur de l'industrie commencent à peine à se tisser. Ces liens ne sont rendus parfois possibles que grâce aux relations entre personnes.»

De son côté Mohamed-Seghir, président d'une association aéronautique de Boumerdès, venu à l'occasion de ce séminaire signer une convention avec l'UMBB au sujet de la recherche dans le domaine de matériaux pour l'aviation, estime que les industriels algériens manquent d'audace dans l'innovation. «Ils restent figés dans un carcan bien déterminé», dira-t-il. En clair, les Algériens, en général, restent, dans tous les domaines, des conservateurs invétérés qu'effrayent le changement et l'innovation. Plus profond, ce cadre de

l'entreprise privée Granitex de Oued Smar, présent également à ce séminaire dans le cadre d'une convention avec cette université, y voit un handicap économique majeur pour le pays. Il assène à ce propos : «Un pays consommateur n'a pas besoin de l'innovation, ni du progrès industriel, c'est un pays producteur qui fait appel à l'innovation et qui crée de la valeur ajoutée.» Pourtant, ce n'est pas les idées qui manquent au sein de l'université. Justement, avant de discuter avec le professeur Chemani, il venait tout juste de terminer un exposé sur l'aboutissement d'un processus de recherche concernant une bande élastique destinée au traitement des varices.

Cette bande a été créée par des chercheurs algériens dans des laboratoires algériens et avec des matériaux algériens. Elle n'attend que l'homologation aux normes locales par une entité spécialisée pour être pro-



**L'Université à l'heure de l'innovation.**

duite et commercialisée afin de la substituer aux bandes importées. Mais peut-être que le mal de l'Algérie est plus profond et qui donne raison à ce cadre de Granitex.

Méditons ces informations données par Abdelmadjid Attar, ex-P-dg de Sonatrach, et ancien ministre de l'Hydraulique. Il y a en effet moins d'une semaine, dans cette même salle – ex-INH (Institut national des hydrocarbures) – où s'est déroulé un symposium international sur les hydrocarbures, Attar, qui a animé une conférence sur la transition énergétique avait cité quelques statistiques sur la consommation énergétique du pays. L'ex-P-dg de Sonatrach affir-

mait que l'Algérie consommait 30% de sa production en pétrole et gaz. 23% de ces 30% sont absorbés par les ménages et les transports. Des secteurs qui ne produisent ni biens, ni valeur ajoutée. Le reste, c'est-à-dire 7% seulement de cette consommation va vers l'industrie.

Il est malheureusement fort probable que l'université et l'industrie resteront encore longtemps éloignées l'une de l'autre parce que tout simplement, cette industrie reste faible et, exception faite pour la Sonatrach, n'a pas les moyens techniques ou financiers pour faire appel à la recherche.

**Abachi L.**

**REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE DES COMMUNAUTÉS ÉTABLIES À L'ÉTRANGER****L'APN ouvre les débats**

**Quels sont le rôle et l'impact de la représentation parlementaire des communautés méditerranéennes établies à l'étranger sur l'élaboration des lois et des politiques publiques dans les pays d'origine ? C'est la question que s'est posée, hier, l'Assemblée populaire nationale (APN).**

L'Assemblée a ouvert, hier, les débats entre des parlementaires représentants de la communauté nationale établie en Tunisie, en France et au Portugal qui se sont

réunis à Alger, lors d'un séminaire méditerranéen sur la représentation parlementaire des communautés établies à l'étranger.

Organisés par la commission des affaires étrangères de la coopération et de l'émigration de l'APN, le but de ces débats, soulignent les organisateurs, étant l'échange des idées et d'expériences entre parlementaires.

Larbi Ould Khelifa, président de l'APN, qui estime que l'Algérie est en train d'exporter la sécurité et la stabilité a lancé un appel aux Algériens établis à l'étranger pour venir investir dans leur pays d'origine et s'impliquer

dans le développement économique national.

Pour rappel, des mesures ont été prises au profit de la communauté nationale établie à l'étranger par le président Bouteflika. Il s'agit, entre autres, de l'accès au logement public où deux formules seront mises en place avant la fin de l'année. Elargissement des points de souscription de l'assurance rapatriement au niveau des consulats couplée avec la carte consulaire et la prise en charge par l'Etat de la prime d'assurance au profit des démunis.

Les compétences issues de l'émigration auront également accès dès janvier 2015 au dispositif Ansej et l'ouverture de succursales de banques algériennes.

En 2015, un dispositif d'accès des entreprises détenues par les Algériens aux marchés publics en Algérie sera également mis en place.

Cet accès vise notamment à faire bénéficier cette communauté de la croissance dans le cadre de l'effort de construction d'une économie forte et le transfert technologique et le savoir-faire ainsi que la réduction du transfert de devises.

**S. A.**